

Direction Régionale de l'Industrie,  
de la Recherche et de l'Environnement

PREFECTURE DE L'INDRE

SECRETARIAT GENERAL  
Mission développement durable

ARRETE N°2009 - 11\_0110 du 16 novembre 2009

**fixant des prescriptions complémentaires de fonctionnement à la société Carrières du Breuil –  
Volatron Fils pour l'exploitation de la carrière située sur la commune de Saint Aigny.**

**Le PREFET de l'INDRE**  
**Chevalier de l'ordre national du mérite,**

**Vu** le code minier ;

**Vu** le code l'environnement, notamment son article R.512-31 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 90-E-8517 du 1<sup>er</sup> octobre 1990 autorisant la société Carrières du Breuil –  
Volatron Fils à exploiter une carrière de calcaire sur la commune du Saint Aigny ;

**Vu** la déclaration de cessation partielle d'activité présentée par la société Carrières du Breuil – Volatron  
Fils le 19 janvier 2009 et le dossier déposé à l'appui de cette déclaration ;

**Vu** les conclusions de l'étude de stabilité géotechnique du site réalisée en mars 2008 par le cabinet  
Mérignon et les propositions formulées en conséquence par la société Carrières du Breuil – Volatron Fils  
dans le dossier joint à la déclaration de cessation d'activité partielle du 19 janvier 2009

**Vu** le rapport de l'inspecteur des installations classées date du 19 juin 2009 ;

**Vu** l'avis favorable émis par la commission départementale compétente en matière de nature, paysages et  
sites réunie en formation « Carrières », le 22 octobre 2009 ;

**Vu** le projet d'arrêté transmis à l'exploitant le 27 octobre 2009 ;

**Considérant** que l'état actuel de la zone ayant fait l'objet d'une exploitation souterraine nécessite de  
nouvelles prescriptions de sécurisation et de surveillance ;

**Considérant** que cet état est compatible avec les délais de réalisation fixés par le présent arrêté ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de l'Indre,

ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>**

La société Carrières du Breuil – Volatron Fils, dont le siège social est situé 13 route nationale à Ingrandes  
(36300), est tenue de respecter les dispositions complémentaires fixées par le présent arrêté pour  
l'exploitation de la carrière autorisée par l'arrêté préfectoral n° 90-E-8517 du 1<sup>er</sup> octobre 1990.

Les prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral n° 90-E-8517 du 1<sup>er</sup> octobre 1990 restent applicables à l'exploitant dès lors qu'elles ne sont pas contraires à celles du présent arrêté.

#### 1.1 Interdiction d'extraire des matériaux dans la partie souterraine de la carrière

Toute extraction de matériaux dans la partie souterraine de la carrière est interdite.

#### 1.2 Sécurisation à la partie souterraine de la carrière

L'accès à la partie souterraine de la carrière ne pourra se faire que par l'entrée située entre les piliers 1-1 et 1-2, en référence au plan annexé au présent arrêté.

Au plus tard le 31 décembre 2010, la zone située au nord-ouest de la partie souterraine et délimitée sur le plan annexé au présent arrêté doit être grillagée par une clôture d'au moins 2 mètres et faire l'objet d'un clavage permettant d'atteindre une hauteur sous plafond maximale d'un mètre dans cette zone.

#### 1.3 Surveillance de la partie souterraine de la carrière

L'exploitant doit mettre en place, dès notification du présent arrêté, une procédure permettant de contrôler au moins une fois par mois, pour l'ensemble de la partie souterraine, l'apparition de fissures sur les piliers, de chute de blocs ou de suintements aqueux au plafond et sur les murs. Une attention particulière sera apportée aux piliers 2-5 et 3-5, par référence au plan annexé au présent arrêté. Toute survenue d'un de ces phénomènes sera signalée sans délai à l'inspection des installations classées. L'exploitant tiendra un registre de cette surveillance et y reportera tous les constats effectués lors des contrôles ; ce registre sera tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Avant le 31 décembre 2009, puis une fois par an, l'exploitant fera réaliser un contrôle de la stabilité géotechnique de la partie souterraine de la carrière par un organisme compétent.

L'exploitant réalisera au moins une fois par an un contrôle de l'étanchéité des bassins de décantation surplombant la partie souterraine de la carrière ; toute mesure corrective sera prise au cas où l'étanchéité n'est plus assurée.

#### 1.4 Interdiction d'activité sur une bande surplombant l'entrée de la partie souterraine de la carrière

Au plus tard le 31 décembre 2009, l'exploitant doit interdire tout accès au haut du front surplombant l'entrée de la partie souterraine de la carrière en installant à une distance de 16 m de ce front une clôture d'au moins 1,2 m de haut. Cette clôture sera doublée, du côté du front, par un merlon constitué de matériaux stériles, de largeur maximale 1,5 m et de hauteur 1 m ; ce merlon pourra être constitué de blocs de matériaux.

### **Article 2 – Instauration de restrictions d'usage**

Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmettra à Monsieur le préfet de l'Indre un dossier comprenant tous les éléments nécessaires à la constitution du projet de servitudes d'utilité publique. Ce dossier comprendra notamment :

- une notice de présentation,
- un plan faisant ressortir le périmètre concerné par les servitudes ainsi que les aires afférentes à chaque catégorie de servitudes,
- un plan parcellaire des terrains et bâtiments indiquant leur affectation,
- l'énoncé des règles envisagées dans la totalité du périmètre ou dans certaines de ces parties.

Les servitudes devront permettre :

- d'empêcher toute augmentation des charges et vibrations à l'aplomb de la partie souterraine ;
- d'interdire toute construction en surface dans un rayon de 40 mètres autour des limites de la partie souterraine de la carrière ;
- de mettre en garde vis à vis des risques de fontis toute personne souhaitant développer un projet dans un rayon de 100 mètres autour des limites de la partie souterraine de la carrière.

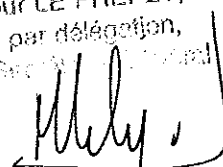
**Article 3 – Notification** (article R.512-39 du code de l'environnement)

Le présent arrêté sera notifié à Monsieur le directeur de la société Carrières du Breuil – Volatron Fils.  
Copies en seront adressées au directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de la région Centre ainsi qu'au maire de Saint Aigny.

Un extrait du présent arrêté sera inséré par les soins du préfet, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux d'annonces légales du département. Il sera en outre affiché pendant une durée d'un mois en mairie du Saint Aigny. Le maire dressera procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

**Article 4** – Le secrétaire général de la préfecture de l'Indre, le maire de Saint Aigny, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de la région Centre, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Pour LE PRÉFET,  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général



Philippe MALIZARD